

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPUR (Le Pont Cailloux)

ZA du Pont Cailloux
Route des Nourrices
78850 Thiverval-Grignon

Code AIOT : 0006506947

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement SEPUR (Le Pont Cailloux) implanté LE PONT CAILLOUX Les Gravières du Bel Air 78850 Thiverval-Grignon. L'inspection a été annoncée le 25/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPUR (Le Pont Cailloux)
- LE PONT CAILLOUX Les Gravières du Bel Air 78850 Thiverval-Grignon
- Code AIOT : 0006506947
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEPUR DMS exercent des activités de transit de déchets dangereux relatives à la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'autorisation. Outre ces activités, la société exploite également, sur le même site, des activités de méthanisation (rubrique 2781) et de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets (rubrique 2710-1 et 2710-2).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR ;
- Conditions de stockage de déchets dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Sans objet
3	Stockage des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet
4	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9.I	Sans objet
5	Organisation liée au Retour d'Expérience	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
7	Conditions de stockage de déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9	Sans objet
8	Conditions de stockage de déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3	Sans objet
9	Conditions de stockage de déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier les dispositions mises en œuvre par l'exploitant afin de se conformer aux nouvelles obligations réglementaires applicables aux installations de tri, de transit et de regroupement de déchets. À ce titre, l'équipe d'inspection a contrôlé le respect des mesures relatives à la prévention et à la lutte contre les incendies, notamment les conditions de stockage des batteries, les dispositifs de détection incendie ainsi que le suivi des stocks de déchets présents sur le site.

Sur ce point, une seule non-conformité a été relevée, concernant la traçabilité des stocks de déchets. Celle-ci est présentée et détaillée dans la fiche n°6 du présent rapport.

Par ailleurs, la visite a permis d'examiner certains aspects liés aux conditions de stockage des déchets dangereux au sein de la déchetterie exploitée par la société SEPUR. Aucun écart ni non-conformité n'a été constaté sur ces éléments.

Enfin, l'équipe d'inspection a rappelé à l'exploitant que, compte tenu des modalités de stockage des déchets dangereux dans le bâtiment de transit dédié, l'ensemble des dispositions relatives à la prévention et à la lutte contre l'incendie prévues par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 s'applique pleinement à l'installation classée sous la rubrique 2718.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots. L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant indique à l'équipe d'inspection que le local dédié au stockage des déchets dangereux est équipé d'un système automatique de détection des départs d'incendie. Il précise également que les alertes sont transmises automatiquement sur les téléphones des gardiens ainsi que des cadres de l'entreprise. Cette alerte est diffusée en boucle sur quatre téléphones jusqu'à ce qu'une vérification soit réalisée. L'exploitant informe par ailleurs que l'ensemble du personnel intervenant sur l'installation de

stockage de déchets dangereux est formé en tant qu'« équipier de première intervention ». L'équipe d'inspection procède à un contrôle aléatoire d'une attestation de formation délivrée par la société GSI le 17 octobre 2025. Cette attestation concerne un gardien logé sur site. Il apparaît que celui-ci a bien suivi la formation et est donc apte à engager les premières actions en cas d'incendie.

L'exploitant présente également à l'équipe d'inspection le « procès-verbal de vérification du bon fonctionnement du Système de Sécurité Incendie (SSI) n°20251029-2 », établi par la société ADYDLS. Aucune non-conformité n'y est relevée. L'équipe constate en outre que le dispositif de transmission des alarmes vers les téléphones portables des personnes désignées a été testé, sans qu'aucun dysfonctionnement ne soit identifié.

L'exploitant précise qu'un gardien est présent en permanence sur l'éco-site de SEPUR, qui regroupe plusieurs installations, dont celle de stockage des déchets dangereux. L'équipe d'inspection observe que son logement de fonction est situé à environ 100 mètres de cette installation. En complément de cette proximité, le gardien dispose d'un téléphone portable sur lequel sont transmises les alertes en cas de détection d'un incendie.

Enfin, l'exploitant indique que les cadres de l'entreprise, également destinataires des alertes, sont en mesure d'intervenir sur le site en moins de 15 minutes si nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;

- le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ;

- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;

- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

Constats :

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'un gardien est présent de nuit sur l'éco-site de SEPUR. Ce site regroupe plusieurs installations distinctes, tant sur le plan géographique - certaines étant séparées de plusieurs centaines de mètres - que sur le plan administratif, chacune disposant

de son propre arrêté préfectoral. Le gardien est logé sur le site du CR2T, situé à environ 100 mètres de la zone accueillant l'installation de tri et de transit de déchets dangereux, objet de l'inspection. L'exploitant précise que le dernier apport de déchets a lieu chaque jour à 14h. Les opérateurs présents sur le site réalisent ensuite, jusqu'à 16h, les opérations de manutention nécessaires à la bonne gestion des déchets en transit.

Une ronde est effectuée à 19h par le gardien, avant qu'il ne rejoigne le site du CR2T pour y assurer sa présence durant la nuit. Cette ronde est réalisée à l'aide d'un thermographe afin de vérifier l'absence d'échauffement anormal des déchets dangereux stockés. Les températures relevées sont consignées dans une trame de suivi dédiée, présentée à l'équipe d'inspection, garantissant la traçabilité des contrôles réalisés.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'une seconde ronde est assurée durant les heures de fermetures du site. Cette ronde comprend uniquement un contrôle visuel de l'installation de transit de déchets dangereux. Le gardien assurant cette ronde est dans l'obligation de consigner son action de vérification dans un formulaire d'astreinte dédié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

Constats :

L'équipe d'inspection constate que les conteneurs utilisés pour le stockage des batteries sont conformes aux exigences définies à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Elle relève également que ces conteneurs sont entreposés à l'intérieur d'un bâtiment fermé.

L'exploitant indique par ailleurs qu'aucune batterie au lithium n'est acceptée sur son installation. L'exploitant précise que les déchets de batteries sont expédiés pour traitement vers le site de Remondis, situé dans les Hauts-de-France, sur le territoire de la commune d'Allonne (60000), à raison de deux collectes par semaine. Il présente à l'équipe d'inspection un tableau de suivi des expéditions de déchets.

L'équipe d'inspection constate le respect de cette fréquence de collecte. Elle procède à un contrôle par échantillonnage de bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) datés du 27 février 2026. Les documents référencés 20260223-ZR041E06H et 20260224-MWEE0AQ01 concernent des expéditions de batteries au plomb vers le site de Remondis, pour des quantités

respectives de 210 kg et 330 kg.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 2 et 9.I
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2 : Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes : - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m³ si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m³ sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; - la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120.</p> <p>Art 9 : Un bâtiment ouvert ou fermé ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent. Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence de 8 îlots de stockage de déchets dangereux. Au regard des dispositions de l'article 9.I de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, les caractéristiques applicables aux petits îlots, telles que définies à l'article 2 du même arrêté, ne s'appliquent pas à la configuration observée.</p> <p>En conséquence, le bâtiment dédié au transit de déchets dangereux est soumis aux dispositions relatives à la lutte contre l'incendie prévues par cet arrêté. Cet aspect a notamment fait l'objet de vérifications par l'équipe d'inspection, comme détaillé dans les fiches n°1, 2 et 3 du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Organisation liée au Retour d'Expérience

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet</p>

et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant informe l'équipe d'inspection que plusieurs mesures ont été mises en place afin d'assurer une gestion efficace du retour d'expérience (REX) à la suite d'éventuels accidents ou incidents survenant au sein de ses installations. Il précise toutefois qu'à ce jour, aucun accident ni incident n'a été recensé sur le site de transit de déchets dangereux.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection l'organisation du dispositif de gestion du REX déployé au sein du groupe :

1. des consignes sont affichées dans le bâtiment de transit de déchets dangereux afin de permettre aux opérateurs d'alerter dans les meilleurs délais la conseillère sécurité en cas d'accident ou d'incident ;
2. une déclaration auprès des services de l'inspection des installations est ensuite réalisée par la conseillère sécurité ;
3. une chaîne de communication interne est mise en œuvre, impliquant notamment les directeurs QSE, les représentants du personnel et les opérateurs ;
4. enfin, le personnel reçoit un « flash info » intégrant un arbre des causes mettant en évidence les éléments de gestion de l'événement. Des « causeries d'équipe » sont également organisées afin d'échanger avec les équipes sur l'incident.

L'exploitant précise à l'équipe d'inspection qu'en fonction de la nature et de l'intensité de l'événement, des échanges sont également assurés avec ses différents prestataires, clients et partenaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

Prescription contrôlée :

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être

<p>réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un tableau de suivi des entrées et sorties de déchets dangereux au sein de son installation.</p> <p>Toutefois, bien qu'un suivi hebdomadaire soit réalisé, l'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks de déchets dangereux à la date de la visite.</p> <p>Non-conformité n°20260305 - NC-1 :</p> <p>Au regard des constats effectués et de la nature des déchets transitant sur l'installation, à savoir des déchets dangereux, l'exploitant est tenu d'assurer un suivi quotidien des stocks.</p> <p>À ce titre, il dispose d'un délai d'un mois pour mettre en place une traçabilité conforme aux exigences de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Conditions de stockage de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection que l'agent en charge de la gestion des apports des usagés demande à ces derniers de procéder à la séparation des piles et batteries des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dès lors que cela est possible.</p> <p>En cas d'impossibilité, les DEEE munis de batterie ou de piles sont stockés séparément des autres DEEE dans un conteneur dédié. L'exploitant a mis en place un affichage dédié au-dessus de chacun des bacs de stockage de DEEE afin d'alerter l'usagé sur ces règles de stockage.</p>

L'équipe d'inspection considère que les conditions de stockage des DEEE permettent de prévenir leur endommagement. En effet, les DEEE sont stockés dans des bacs grillagés à l'écart de la voie de circulation des véhicules des usagés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions de stockage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Local de stockage des déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>[...]</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en oeuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence de deux locaux dédiés au stockage de déchets dangereux au sein de la déchetterie. Elle relève que l'ensemble des dispositions prévues à l'article 7.3 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2012 est respecté.</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les plans de ces deux locaux de stockage. Ces documents sont conformes aux conditions observées sur le terrain lors de la visite. Ils précisent notamment les types de déchets entreposés ainsi que les dangers associés (corrosifs, comburants, toxiques, etc.).</p> <p>Des informations complémentaires sont également fournies concernant la nature des contenants utilisés pour chaque type de déchet ainsi que leur implantation au sein des locaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions de stockage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des huiles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.</p>

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

Constats :

L'équipe d'inspection constate la présence d'une cuve de stockage d'huile de vidange disposée sur une rétention dédiée et à l'abri des intempéries légèrement surélevée vis-à-vis de la voie de circulation. Cette caractéristique la prémunit de choc éventuel avec un véhicule.

Ladite cuve est munie d'une jauge de niveau facilement repérable et lisible.

L'équipe d'inspection constate la présence d'un affichage sur la cuve stipulant l'interdiction de mélanger les huiles de vidanges avec les huiles alimentaires. Un second affichage détaille les conditions selon lesquelles les usagés doivent procéder au déversement de leurs huiles.

Enfin, l'équipe d'inspection constate la présence d'un bac fermé contenant du sable permettant d'absorber les huiles en cas de déversement accidentel.

Type de suites proposées : Sans suite